

Protection de l'Environnement
DDPP DU RHONE
Service Protection de l'Environnement
245 rue Garibaldi
69422 Lyon Cedex 03

Lyon, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELEVAGE DES AUMONES

CHEMIN DES AUMONES
69670 Vaugneray

Références : PNE2024-120
Code AIOT : 0056900338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2024 dans l'établissement ELEVAGE DES AUMONES implanté CHEMIN DES AUMONES 69670 Vaugneray. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELEVAGE DES AUMONES
- CHEMIN DES AUMONES 69670 Vaugneray
- Code AIOT : 0056900338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'élevage des Aumônes est une entité de la société P'TIT GONE, basée principalement à Vaugneray avec une antenne à Bessenay. Cette société, en situation administrative régulière, produit et conditionne des œufs. Sur le site se trouvent un élevage constitué de trois bâtiments, et un centre de conditionnement d'œufs. L'élevage, compte tenu de ses effectifs, est soumis à la Directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	60 jours
10	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	60 jours
11	GESTION DES EAUX	AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.2.5.3.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
4	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
5	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
6	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
8	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
9	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
12	GESTION DES EFFLUENTS	AP Complémentaire du 08/10/2016, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	SECURITE	Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classée vous demande :

- de tenir un registre permettant de tracer les opérations réalisées à la suite des anomalies mineures relevées lors des vérifications périodiques des matériels électriques;
- de clôturer la mare située en contrebas des bâtiments d'élevage et de réaliser les travaux nécessaires pour éviter que des fientes puissent y être acheminées;
- de mettre en place un registre qui recense les incidents dans le local de conditionnement qui peuvent entraîner des écoulements de matière dans le réseau de collecte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Les locaux sont correctement nettoyés. Aucun amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières n'a été constaté le jour de l'inspection..
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le site est accessible à tout moment de la journée pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Pas de portail d'entrée.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.
Constats : Présence d'un poteau incendie à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.
Constats : La défense incendie est assurée par la présence d'un poteau incendie situé à l'entrée du site ainsi que par des extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
Constats : Présence de nombreux extincteurs sur le site dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : La dernière vérification périodique des extincteurs date du 25 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le registre des risques comporte le rapport, rédigé par la société DEKRA, de la dernière inspection des installation électriques. Ce rapport comporte quelques anomalies mineures dont le suivi n'a pas été assuré par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classée vous demande de tenir un registre permettant de tracer les opérations réalisées à la suite des anomalies mineures relevées lors des vérifications périodiques des matériels électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Emissions dans l'eau et dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Constats : L'alimentation en eau est réalisée par un forage et par l'eau du réseau. Les consommations sont limitées au strict besoin tant pour l'abreuvement des animaux que pour le nettoyage du site de conditionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Emissions dans l'eau et dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Il existe deux types d'alimentation en eau. En ce qui concerne l'eau du réseau, qui sert pour les opérations de nettoyage de l'unité de conditionnement, les enregistrements des quantités sont réalisées à partir des factures qui reprennent les quantités réelles consommées. Pour l'eau du forage, qui sert à l'abreuvement des poules pondeuses, un relevé journalier est réalisé. 4470 m ³ consommés en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Emissions dans l'eau et dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et stockage des effluents
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.
Constats : Les fientes qui proviennent des 3 bâtiments d'élevage, sont acheminées convoyées via un tapis élévateur vers un hangar de stockage. Le convoyeur n'est pas couvert, laissant échapper des fientes qui sont déversées sur une plateforme en lien avec une mare, non clôturée, en contrebas, dont le trop plein est déversé dans la rivière Yzeron à proximité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La mare située en contrebas des bâtiments d'élevage doit être clôturée L'exploitant réalisera également les travaux nécessaires pour éviter que des fientes puissent y être acheminées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : GESTION DES EAUX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.2.5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée :
VLE sur les paramètres DBO5, DCO, MEST, SEC Azote Global, Phosphore total
Constats :
Lors de la dernière analyse, la VLE a été dépassée sur l'azote totale. Les déclarations obligatoires à faire sur GEREPE et GIDAF ne sont pas réalisées par l'exploitant. L'inspection attribuera des droits supplémentaires sur ces plateformes pour permettre à la responsable qualité de réaliser également ces déclarations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
- Mise en place d'un registre qui recense les incidents dans le local de conditionnement qui peuvent entraîner des écoulements de matière dans le réseau de collecte. - Dès activation des nouveaux droits, intégration dans GEREPE et GIDAF des résultats de autocontrôles et déclarations des rejets d'azote
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : GESTION DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2016, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et suivi du procédé de séchage des fientes
Prescription contrôlée :
Suivi de la déshydratation contrôle des taux N, P, K et TMS
Constats :
L'exploitant ne réalise aucun épandage des effluents d'élevage.

<p>Les fientes sont stockées provisoirement, sans séchage, avant d'être collectées par la société COTRADA.</p> <p>Les bons d'enlèvement ont été présentés lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : SECURITE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique du matériel électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état du matériel électrique, des installations au gaz et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérification périodiques par un service compétent. Les rapports correspondant seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le matériel électrique est vérifié régulièrement. Le dernier contrôle a été réalisé par la société DEKRA le 16 novembre 2023.</p> <p>Les extincteurs ont tous été contrôlés le 25 octobre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>